

La protection d'abord : le leadership de l'UE pour fournir des produits chimiques sûrs avec une haute protection de la santé et de l'environnement

Les Européens ne sont pas suffisamment protégés contre les produits chimiques nocifs

Les produits chimiques industriels sont partout. Tout en permettant les processus de fabrication, les services et les produits dans les économies modernes, beaucoup sont dangereux et posent de graves risques pour la santé humaine, les droits fondamentaux et l'environnement. Les produits chimiques nocifs restent largement utilisés, même dans nos maisons et lieux de travail. L'Europe fait face à une crise de la pollution chimique, contribuant à des maladies graves et entraînant chaque année des milliards d'euros en coûts sanitaires, environnementaux et sociétaux. Malgré des engagements politiques répétés pour améliorer la législation de l'UE, les Européens ne sont pas suffisamment protégés. Le niveau élevé de protection promis par la législation européenne n'a pas été atteint.

La protection doit être l'objectif principal de la Commission européenne.

Adopté en 2006, REACH est l'épine dorsale de la politique de sécurité des produits chimiques de l'UE. Il a établi les exigences en matière d'informations sur la chaîne de valeur, amélioré la connaissance des dangers, donné la priorité à la réglementation des produits chimiques les plus dangereux et renforcé la capacité des autorités à contrôler les risques chimiques. Avec le règlement CLP, REACH a positionné l'UE comme un leader mondial dans la réglementation des produits chimiques. Il a même été copié et adapté par d'autres pays.

Cependant, 20 ans de mise en œuvre laxiste ont permis aux produits chimiques nocifs connus de rester sur le marché pendant des décennies, bloquant les efforts pour développer et commercialiser des alternatives plus sûres, tout en freinant la transition vers une économie circulaire. Dans le même temps, l'UE prend du retard en matière d'innovation chimique : d'autres régions font progresser les politiques relatives aux produits chimiques qui traitent des polymères, des effets de cocktail ou des alternatives sans PFAS. Cette perte de leadership ne profite pas à l'industrie européenne, aux travailleurs ou aux consommateurs. Au contraire, une forte réglementation chimique est un moteur clé de l'innovation et de la compétitivité à long terme de l'UE.

Ces défis ont été clairement identifiés et abordés dans la stratégie européenne sur les produits chimiques pour le développement durable (CSS), adoptée en 2020 après une vaste consultation d'experts et de parties prenantes. Le CSS définit une vision cohérente pour renforcer la protection et soutenir l'innovation. Il doit rester le cadre directeur et la vision pour les actions de la Commission en matière de politique chimique.

Ce qui est nécessaire de toute urgence

Par conséquent, une mise en œuvre ambitieuse, l'application et la modernisation du cadre de l'UE relatif aux produits chimiques conformément à la science du 21^e siècle sont nécessaires de toute urgence pour atteindre le niveau de protection promis contre les produits chimiques et mélanges dangereux ainsi que pour accélérer l'identification et la phase-parmi les produits chimiques les plus nocifs, tels que ceux déjà inclus dans la Feuille de route des restrictions.

REACH doit garantir que les crises de pollution telles que celles liées aux PFAS ne se reproduisent plus jamais et contribuer aux priorités clés de l'UE en matière de santé, comme le plan européen Beating Cancer, et permettre une économie circulaire sans substances toxiques.

Nous comptons sur la Commission européenne, le Parlement européen et les États membres pour rejeter toute tentative de déréglementation déguisée en simplification et pour faire pression en faveur d'une législation qui garantisse une protection efficace de la santé et de l'environnement, et réaffirme le leadership de l'UE dans les normes de sécurité chimique pour stimuler la compétitivité à long terme.

La déréglementation déguisée en « simplification » met les gens en danger.

Cependant, plutôt que de prendre des mesures rapides pour renforcer les protections en matière de sécurité chimique, la Commission met en avant un programme de déréglementation motivé par les demandes de l'industrie et présenté comme une « simplification ». En réalité, cette approche équivaut à une déréglementation, avec de graves conséquences pour la santé, l'environnement, la jouissance des droits de l'homme et la confiance du public, y compris la proposition Omnibus Produits chimiques qui, s'il est approuvé, facilitera et étendra l'utilisation dans les cosmétiques de produits chimiques qui, par exemple, causent le cancer ou affectent la fertilité, ralentiront le développement d'alternatives plus sûres et mineront considérablement l'accès des consommateurs et des travailleurs à l'information sur les produits chimiques dangereux. Cela affecte particulièrement les groupes vulnérables tels que les enfants, les femmes et les personnes enceintes à risque. Le blocage de la feuille de route sur les restrictions, le plan de l'UE adopté en 2022 pour restreindre les produits chimiques les plus dangereux — connus depuis des décennies pour nuire à la santé humaine et à l'environnement—est une autre preuve évidente du manque d'engagement envers la santé publique et l'environnement.

Un REACH fort est la voie vers la compétitivité, pas le problème

L'industrie chimique européenne est confrontée à de véritables défis, notamment des coûts énergétiques élevés, une dépendance aux combustibles fossiles et une concurrence mondiale déloyale. Mais affaiblir REACH et retarder sa mise en œuvre ne résoudra pas ces problèmes structurels. Au contraire, l'incertitude réglementaire et les retards d'action enferment l'Europe dans une dépendance toxique et ralentissent l'innovation. L'UE doit relever les défis de l'industrie (énergie, matières premières, égalité des chances) tout en renforçant REACH, et non en le démantelant. Une réglementation chimique ambitieuse est essentielle pour accélérer l'innovation, soutenir des alternatives plus sûres et assurer la compétitivité à long terme.

Au-delà de la compétitivité, l'adoption, la mise en œuvre et l'application d'une législation solide sur les produits chimiques sont la seule voie sage en termes économiques. Les coûts de la pollution chimique peuvent dépasser de plusieurs fois les bénéfices pour la société de leur production. Selon une étude publiée par la Commission européenne, si les niveaux actuels de pollution PFAS en Europe se poursuivent jusqu'en 2050 sans action réglementaire, le coût atteindra environ 440 milliards d'euros pendant cette période. Lutter contre ces rejets de PFAS à la source d'ici 2040 permettrait d'économiser 110 milliards d'euros, tandis que le traitement des eaux polluées coûterait à lui seul plus de 1000 milliards d'euros.

Arrêtez la capture par les entreprises de la politique de l'UE sur les produits chimiques

L'orientation des récentes initiatives de la Commission reflète une tendance inquiétante à l'emprise des entreprises, où certains intérêts industriels façonnent les priorités politiques au détriment de la santé publique, des droits fondamentaux et de la protection de l'environnement. Les forums et déclarations politiques de haut niveau — tels que ceux liés à la déclaration d'Anvers et à l'Alliance pour les produits chimiques critiques—ont de plus en plus influencé les décisions de la Commission, écartant les preuves scientifiques, la contribution de la société civile et les obligations légales de l'UE.

Près de 70 % des réunions tenues par les membres du cabinet de la Commission l'an dernier ont eu lieu avec des représentants de l'industrie.

Cette érosion de l'élaboration de politiques fondées sur des preuves doit être combattue. La sécurité chimique est une question d'intérêt public, et les décisions doivent être guidées par la science, la précaution et l'obligation du traité de l'UE de garantir un niveau élevé de protection.

La sécurité chimique est une responsabilité de l'UE

Les Européens ont besoin que les décideurs atteignent l'objectif principal de REACH : un niveau élevé de protection de la santé humaine et de l'environnement. Sans plus tarder et sans compromis au détriment de notre santé.



FACING
FINANCE



Fair
RESOURCE
FOUNDATION



Rezerø

